

Protéger les travailleurs des plateformes numériques

un collectif de sénateurs du groupe Socialiste Ecologiste et Républicain se saisit du problème



Protéger les travailleurs des plateformes numériques

Dans une tribune cosignée par Franck Montaugé, un collectif de sénateurs du groupe Socialiste Ecologiste et Républicain propose d'adapter le droit français pour mieux sécuriser les travailleurs des plateformes du numérique.

L'annonce récente du recrutement par "Just Eat" de 4.500 livreurs de repas en CDI fait écho à cette initiative législative. En effet, la plupart des plateformes de livraison privilégient le recours aux indépendants et la démarche de "Just Eat", à évaluer dans la durée, démontre que le salariat est possible dans ce secteur peu protecteur pour les prestataires au premier rang desquels les livreurs.

Installée par le gouvernement après le recours constitutionnel des parlementaires socialistes contre l'article 40 de la Loi d'orientation des mobilités (LOM), la mission Frouin devait formuler des propositions sur les modalités de représentation puis de protection juridique, économique et sociale des travailleurs des plateformes numériques.

Si officiellement, les chartes facultatives devaient régir le dialogue social entre plateformes et travailleurs, leur véritable but était de produire de la jurisprudence empêchant, de fait, les requalifications lorsque des procédures sont intentées. Plusieurs décisions de justice ont pourtant clairement établi le lien de subordination entre certaines plateformes et les « indépendants fictifs » qu'elles emploient.

Un projet pour protéger ces nouveaux travailleurs

« Nous avons toujours refusé ce Cheval de Troie contre le droit du travail, et n'avons eu de cesse de formuler des propositions alternatives » déclare Franck Montaugé. Certaines ont été entendues mais la question du véritable statut de ces travailleurs reste « à clarifier » selon les termes du rapport. « La création d'un tiers statut entre le salariat et l'indépendance qui engendrerait de la confusion et de la perméabilité et qui générerait vraisemblablement un nivellement par le bas, semble écartée par la mission » se satisfait le sénateur Montaugé. « Nous regrettons en revanche que ne soit pas rendue possible la requalification de ces indépendants en salariés » poursuit-il.

Avec ses collègues, Franck Montaugé propose donc des adaptations juridiques figurant dans la proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive.

1. Rendre possible des actions de groupe permettant des requalifications collectives au sein des plateformes.té.
2. Réguler le secteur des plateformes numériques par un portage salarial au moyen des coopératives d'activité et d'emploi (CAE).
3. Améliorer la protection des indépendants en garantissant pour chacun le droit, lorsqu'il délivre une prestation pour le compte d'un donneur d'ordre, de bénéficier d'une rémunération « juste et décente »,
4. Créer un véritable système de représentation sociale des travailleurs indépendants, premier pas vers un syndicalisme d'indépendants.
5. Responsabiliser toute entreprise qui fait appel à des indépendants par un « devoir de vigilance ».

« **Les donneurs d'ordre doivent assumer leurs responsabilités !** Nous faisons des propositions concrètes et responsables pour que cela soit le cas le plus rapidement possible » conclut Franck Montaugé.